

Figaro 15/16 septembre 2012

Alexandre Gady : « On restaure trop les grands établissements »

PROPOS RECUEILLIS PAR
CLAIRE BOMMELAER

Professeur à la Sorbonne et président de la Société de protection des paysages et de l'esthétique de la France, il estime qu'il faut réorienter les priorités.

LE FIGARO. - Quelle est la spécificité du patrimoine français ?

Alexandre GADY. - Il a longtemps été d'origine régaliennne. Mais depuis les années 1980, la France a connu une expansion de la notion de patrimoine, tant typologiquement que chronologiquement. Aujourd'hui tout est patrimoine, ou presque, le lavoir comme le château. En France, il est réparti sur tout le territoire, ce qui explique le rapport passionnel que les Français entretiennent avec lui et le succès des Journées du patrimoine.

Notre pays a choisi, depuis bientôt deux siècles, de protéger de nombreux monuments, afin de les préserver et d'empêcher leur disparition. C'est un choix de civilisation, qui comporte des obligations, et notamment celle d'entretenir ce patrimoine.

A-t-on et aura-t-on les moyens de l'entretenir ?

Faire vivre tous nos monuments, sans parler de les restaurer, c'est le tonneau des Danaïdes. Les gouvernements successifs y mettent plus ou moins d'ardeur politique, d'autant que le temps des travaux, qui est long, ne coïncide pas avec le temps politique. On a connu une période faste avec Malraux, puis à nouveau sous François Mitterrand. Par là suite, les choses ont filé, avec une grave crise en 2003. De nombreuses associations, dont la société que je préside, ont alors tenté d'alerter les pouvoirs publics. Elles estimaient les besoins à un minimum de 400 millions d'euros par an. Ces dernières années, grâce au plan de relance et à une politique volontariste, le pays a presque atteint ce niveau de crédits. Mais la crise est là, qui va imposer des choix.

Dans les prochaines années, il faudra

donc réorienter les priorités. Depuis André Malraux, l'État focalise trop ses efforts sur les très grands monuments, comme Versailles. Au détriment des églises de village, par exemple, ou du petit patrimoine. Les grands établissements accueillent des millions de touristes, rapportent de l'argent et la tentation est forte de les « sur-restaurer ». Leur image finit par se brouiller, on invente, on refait des éléments disparus... Mais tous les travaux sont-ils nécessaires ? Toutes les dorures clinquantes de Versailles s'imposent-elles ? La crise va être l'occasion de réfléchir à l'utile et à l'inutile. Certains projets relèvent peut-être trop du caprice ou de la mauvaise gestion que du bon sens.

Qui doit payer ?

L'État et les collectivités territoriales sont en première ligne, et cela ne peut pas changer. La culture et le patrimoine sont un investissement de la nation, pour la nation. À côté, on doit développer la culture du don, y compris celle du microdon, chez les particuliers, pour que chacun se responsabilise. Il faut aller chercher l'argent partout !

Faut-il déclasser ?

Non. Priver un monument de son classement serait politiquement difficile à faire, tout en mettant le bien en péril. Un classement n'est pas onéreux, en soi. Il faut même protéger plus, eu égard à la richesse de notre patrimoine ■

ERIC CHAUVET/CITIMAGES, MARMARA/LE FIGARO, BOUCHON/LE FIGARO, HEATON / JONLY FRANCE, FONDATION VMF